

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENT : { Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50
 six mois, 14 " " "
 un an 25 " " "

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gerant, bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées avant midi le jour de la publication.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITE-BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS LAFFITE BULLIER et C^{ie} pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

Roubaix, 17 Novembre 1866.

BULLETIN.

Il semblerait, à la lecture de certains articles de polémique, que les questions se rattachant à la réorganisation militaire ont été soulevées par le gouvernement français et que l'initiative d'une réforme en ce genre devrait lui être attribuée. La vérité est que la question, ainsi qu'il arrive presque toujours dans les choses humaines, a été posée par les événements. En effet, avant la guerre entre l'Autriche et la Prusse, chacune des puissances de l'Europe, se reposant sur la force de son état militaire, ne songeait pas à en modifier les éléments. Il n'a fallu rien moins que la supériorité de l'armée prussienne, constatée par une série de succès, pour éveiller l'attention des autres puissances sur la valeur comparative de leurs institutions militaires, de leur tactique et de l'armement de leurs troupes. Mais cette attention une fois excitée, il n'était plus permis à aucun gouvernement de retomber dans une pusillanimité apathique, à moins qu'il ne se sentit disposé à abdiquer toute influence sur la marche de la politique européenne.

Les considérations que nous émettons, ici, sont tellement fondées que l'Angleterre elle-même puissance non-continentale, se met en devoir de se prémunir contre toute éventualité. C'est ainsi que le *Times*, examinant les divers systèmes mis en avant, depuis quelque temps, par des écrivains militaires anglais et par les journaux de Londres, fait observer que ces systèmes se restreignent à un seul projet : « celui de mettre l'armée en bonnes conditions dans les circonstances ordinaires. Les propositions en question, poursuit le *Times*, ne nous donneraient pas une classe un peu considérable d'hommes instruits dans le service actuel de l'armée. »

En un mot, ce que la feuille que nous venons de citer demande, c'est l'institution d'une réserve. L'existence des volontaires, de la milice et de la Yeomanry, ne la rassure que médiocrement; elle aurait foi dans ces institutions que si la milice et

les volontaires, ayant été éprouvés devant l'ennemi, on aurait pu reconnaître ce qui leur manque.

« Dans les combinaisons dont il s'agit, poursuit le *Times*, nous ne pouvons même découvrir un premier pas vers une organisation que toute l'Europe regarde comme devenue inévitable, c'est-à-dire la nécessité pour tout homme d'être plus ou moins soldat. Quant à ce qui concerne la masse de notre population, ou nous laisse dans notre situation actuelle. Peut-être, avant longtemps, aurons-nous un motif de le regretter. »

La question d'une réserve de l'armée se trouve donc posée, aujourd'hui, même en Grande-Bretagne, puissance essentiellement maritime; faut-il donc s'étonner si elle est également à l'ordre du jour en France ?

J. REBOUX.

Les Routines administratives à propos des conventions postales.

Le journal anglais le *Times*, s'étant fait l'écho des plaintes du commerce anglais, au sujet de la faiblesse du poids de la lettre simple échangée entre l'Angleterre et la France et les autres pays du continent, a reçu du secrétaire du *Post-Office* anglais une lettre explicative ainsi conçue : « Le secrétaire du *Post-Office* présente ses compliments à l'éditeur du *Times*. Pour répondre à un article qui parut, il y a quelque temps, dans un journal, et où l'on accusait l'administration des postes anglaises d'une résistance obstinée à accroître le poids de la lettre simple, il prie l'éditeur du *Times* de publier le récit le plus fidèle de ce qui s'est passé dans cette circonstance. »

Il y a longtemps que le *Post-Office* anglais regrette que le poids de la lettre simple pour la France ou pour les pays servis par la France soit aussi faible qu'un quart d'once, au lieu d'être une demi-once comme pour tous les autres pays du monde. Le *Post-Office* anglais a fait plusieurs démarches infructueuses pour faire augmenter ce poids. Le *Post-Office* a proposé que le poids soit élevé à une demi once, dont l'équivalent approché est de 15 grammes, ce qui ne pouvait produire aucune difficulté, eu égard aux poids usités en France. L'administration française s'opposa à

ce changement, et proposa l'adoption d'un poids de 10 grammes, équivalent à un tiers d'once anglaise. Le *Post Office* anglais proposa alors que chaque gouvernement fixât le poids pour ses lettres : que la France prit le poids de 10 grammes, et l'Angleterre celui d'une demi-once. Mais l'administration française refusa encore, et insista pour l'adoption d'un poids qui offrirait de grands inconvénients pour l'Angleterre, qui est moindre que celui proposé par l'Angleterre, et qui n'est pas le même que celui dont l'Angleterre se sert pour toutes les parties du monde. »

Ces explications sont curieuses et valent qu'on s'y arrête : car elles contiennent plus d'un enseignement.

La position respective du *Post-Office* anglais et de l'administration des postes françaises peut se résumer ainsi : En Angleterre, le poids de la lettre simple est de 15 grammes environ; en France, il est de 10 grammes. Une convention devant intervenir entre les deux pays, il paraissait assez naturel que l'on adoptât celui des deux régimes dont le caractère est plus libéral : dans le cas présent, c'était le régime anglais, celui qui accordait une latitude de 15 grammes. Que si pourtant l'amour du *décal* était trop profondément rivé dans le cœur des négociateurs français, on pouvait arriver à tomber d'accord sur le chiffre de 10 grammes. On ne l'a pas fait. Dans cette discussion, les deux négociateurs ont, selon nous, eu successivement tort : le négociateur français en repoussant le chiffre libéral de 15 grammes, et le négociateur anglais en repoussant le chiffre rond de 10 grammes.

Il fallait pourtant finir par s'entendre, car les deux Gouvernements, les deux peuples, exigeaient impérieusement une convention. Alors qu'a-t-on fait ? Les négociateurs français se sont souvenus qu'au temps jadis le poids de la lettre simple était fixé à un quart d'once, soit à 7 grammes 1/2, et ils ont proposé, pour sortir de la difficulté, de revenir à ce poids absurde, arriéré, insuffisant, anti-décimal de 7 1/2 pour l'appliquer à l'échange international. De leur côté les négociateurs anglais, enchaînés de repousser le chiffre décimal au risque de mettre les négociateurs français en flagrant délit de violation de la loi sur les poids et mesures, qui prescrit l'usage du franc, du mètre et du kilogramme et de leurs multiples, ont adopté le poids de 7 grammes 1/2.

Par un touchant accord anglo-français on a repoussé d'abord le *mieux* anglais, puis le *bien* français, pour en revenir au *mauvais* de l'ancien régime. Bureaucratie, voilà de tes coups !

On nous dira peut-être que la convention postale anglo-française a été conclue à une époque où le poids anti-décimal de 7 grammes 1/2 avait force de loi en France. Soit; mais, depuis qu'on est arrivé au poids rationnel et semi-libéral de 10 grammes, pourquoi n'avoir pas négocié un article supplémentaire à la convention postale anglo-française ? L'absurde a-t-il donc seul droit aux respects, en raison de son ancienneté ? E. MOUTTET.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

L'Agence Havas nous transmet les télégrammes suivants :

Dresde, 15 novembre.

L'ouverture des Chambres a eu lieu aujourd'hui.

Dans son discours du trône, le Roi insiste sur le point que l'honneur de la Saxe reste intact sous tous les rapports. Il fait l'éloge de la bravoure de l'armée, de la fidélité inébranlable du peuple saxon. Il promet de faire preuve de la même fidélité à la Confédération du Nord sous la direction de la Prusse qu'à l'ancienne Confédération. La tâche commune consiste à aller au devant de la nouvelle situation avec courage, franchise et loyauté, à ne pas craindre les sacrifices pour arriver à un état de choses favorable. Le discours promet une nouvelle loi sur l'obligation du service militaire, en rapport avec les institutions éprouvées de la Prusse, la présentation du traité de paix, de la loi électorale pour le parlement du Nord, de la loi sur l'établissement du Jury. Il annonce des modifications à la Constitution et à la législation électorale, aussitôt que l'organisation de la Confédération du Nord sera présentée.

Le *Journal de Dresde* annonce que le ministre de Saxe à Londres prend un congé illimité et que, conformément aux stipulations du traité de paix, l'ambassadeur de Prusse est chargé des affaires de la Saxe en Angleterre.

Florence, 15 novembre.

La *Gazette officielle* publie un décret d'amnistie pour les déserteurs de terre et de mer qui ont pris du service dans l'armée autrichienne.

Florence, 16 novembre.

La *Nazione* déclare dénué de fondement le bruit que l'Angleterre aurait offert au

Pape un asile à Malte. L'Angleterre a, au contraire, engagé Pie IX à ne pas quitter Rome.

Le roi Victor-Emmanuel a visité hier Bellune et Trévise.

Lisbonne, 15 novembre.

(Dépêche de source paraguayenne.) On mande de Montevideo : Le désastre de Curupaity a amené une scission complète entre les chefs de la triple alliance. Le général Flores chef d'avant-garde, est à Montevideo depuis le 29 septembre. Le commissaire impérial, M. Octaviano d'Almeida Rose a quitté le théâtre de la guerre et se rend à Rio-Janeiro sans toucher à Buenos-Ayres; le généralissime Mitre a évacué Curupaity et s'est rendu à Tuyuty avec le reste de son armée, sans avoir accepté le concours des transports brésiliens, que l'amiral Tamandaré lui avait offerts. L'escadre brésilienne est à Curuzú; elle n'a tenté aucune nouvelle opération.

Lisbonne, 16 novembre.

Des correspondances de Montevideo, en date du 14 octobre, parlent de la destitution probable des généraux brésiliens à la suite de l'échec de Curupaity.

Carlsruhe, 15 novembre.

La *Gazette de Carlsruhe* annonce que Don Miguel de Bragança est mort subitement, la nuit dernière, d'une attaque d'apoplexie à Brounbach près de Wertheim.

CORRESPONDANCE

Nous publions sous notre responsabilité légale le résumé suivant, extrait de nos correspondances :

Paris, 16 novembre.

Le conseil des ministres s'est assemblé ce matin, au palais de Compiègne, sous la présidence de l'Empereur.

Le général Fleury est parti, hier soir, pour Florence. On croit toujours, qu'après avoir conféré avec le roi Victor-Emmanuel, il se rendra à Rome. La mission de l'honorable général se rattache spécialement à l'organisation militaire du Saint-Siège et aux précautions à prendre pour empêcher toute manifestation hostile sur la frontière pontificale.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX

DU 18 NOVEMBRE 1866.

— 8. —

LE DÉMON DU JEU

— III —

(Suite. — Voir le JOURNAL DE ROUBAIX du 16 novembre.)

Julio fourra les deux schellings dans sa poche et murmura : — Ah ! je ne dis pas que je n'irai pas ce soir à la paroisse Saint-André, pour voir si quelqu'un osera encore tenir contre moi !

— Julio, Julio, je te plains ! dit Bernardo en soupirant. Ce n'est pas que je veuille te faire la leçon; mais tu as une vieille et malheureuse mère, qui a besoin de ton aide. Tu parles toujours de lui envoyer des secours, et depuis six mois tout ton argent s'en est allé au jeu. Qui sait si ta pauvre mère ne souffre pas de la faim ?

Ce reproche parut toucher profondément Julio. Il baissa les yeux et parut un instant absorbé dans de sombres réflexions. Il releva la tête et dit avec abattement : — Ne me parle plus jamais de ma mère,

Bernardo; tu touches là la seule place de mon cœur qui soit encore sensible. Et, cependant, tu as raison, je suis un monstre ! Oh ! ce jeu maudit ! Mais je deviendrai meilleur. Va l'en maintenant, pour que je puisse reprendre mon travail.

— Mais que fais-tu donc ? demanda Bernardo. Voilà déjà le troisième ressort que tu me fais commander, et chaque fois chez un serrurier différent !

— C'est un secret que personne ne peut savoir que notre maître et moi.

— Un secret ? murmura Bernardo. Des ressorts, un secret ! Qu'est-ce que ce peut être ?

— Allons, je vais te le faire voir, dit l'homme roux. Le signor se fâchera s'il le veut, peut m'en chaut ! mais il s'agit de ne rien dire, Bernardo; il faut se taire comme un sourd-muet.

Il conduisit son compagnon jusque sur le seuil d'une chambre, et, ayant poussé la porte, il lui montra un grand fauteuil qui, pour la forme, ressemblait aux autres chaises qui l'entouraient, mais des bras duquel s'avançaient en saillie deux ressorts recourbés.

— Voilà ce à quoi je travaille sans relâche depuis quatre jours. Du matin jusqu'au soir. Je voudrais que ce siège ensorcelé fût au diable ! J'ai déjà versé des pintes de sueur, mais le nouveau ressort sera bon; encore quelques instants et j'en ai fini.

Bernardo considéra avec une attention singulière l'objet inachevé et parut effrayé. — Ciel ! dit-il, qu'est-ce que cela ? Un fauteuil à piège ! Veut-on attraper des hommes ici ?

Julio fit de la tête un signe affirmatif. Pâle d'anxiété, Bernardo murmura :

— Dieu me garde ! que va-t-il se passer ici ? Notre maître sait-il quelque chose de ce terrible meuble ?

— N'est-ce pas lui qui t'a ordonné chaque fois de m'apporter les ressorts ?

L'homme au dos voûté fit le signe de la croix et murmura quelques mots à voix basse.

Tout à coup Julio, en lui frappant sur l'épaule, s'écria en éclatant de rire : — Ah ! ah ! le naïf garçon ! Il voit déjà une victime dans ce fauteuil et le sang qui coule à flots, comme dans les contes de vieille femme. Rassure-toi, Bernardo; ce que je fais ne doit servir qu'à satisfaire un caprice de notre maître. Il va faire nettoyer le jardin et réparer la fontaine jaillissante. Il fera placer ce fauteuil sous un bergeau voisin de la fontaine. Celui qui ira s'y asseoir sera pris, et les salamandres du bassin l'inonderont à souhait. Je te le dis, c'est une lubie de notre maître.

— Comme je suis poltron ! s'écria Bernardo en riant de sa propre frayeur. Cela sera très-bien. ... Ouvre-moi la porte maintenant, Julio; on doit m'attendre depuis longtemps à la factorerie.

Tous deux quittèrent la maison en s'entretenant, et se dirigèrent vers la porte extérieure.

Bientôt l'homme aux cheveux roux revint seul. Il prit le ressort sur la table du parloir et le porta dans la chambre où il avait effrayé son compagnon par la révélation du secret de son maître. Il s'assit par terre à côté du fauteuil à piège; et, prenant quelques outils, il se mit à arranger le ressort et à essayer s'il produirait l'effet voulu. Sur ces entrefaites, il disait en riant :

— Oh ! ce stupide bossu, on lui ferait

croire qu'un chat pond des œufs ! Voilà qu'il a encore accepté toute cette histoire de Bruffario et de ses ribauds comme parole d'évangile. Le lâche ! Pour lui escamoter de la poche son dernier sou, il suffit de lui faire peur. J'ai deux schellings ! Le soir approche, il commence à faire sombre.

Tout à l'heure, j'irai à la taverne du *Dé d'argent*. Je joue d'abord quelques liards, puis des pièces blanches, et enfin des florins et même des couronnes ! Cette fois, je cesserai de jouer, dès que je sentirai ma poche pleine d'argent. ... Alors, du moins, cela vaudra la peine d'envoyer quelque chose à ma pauvre mère. ... Dans quelle position peut-elle se trouver maintenant, ma mère ? Qui sait si elle n'a pas déjà quitté ce monde ? Cela vaudrait peut-être mieux pour elle. Pauvre et aveugle ! Et pour unique recours, un fils qui doit chercher son véritable nom pour échapper au bourreau, — un joueur, un ivrogne, un vrai gibier de potence ! Oui, si le sort m'est favorable, je lui enverrai tout de même quelque chose. Le signor m'a promis de le lui faire parvenir à Lucques. ... Ah ! voilà le ressort fixé ! Essayons si la machine fait son office.

Il se leva et posa la main sur le bras du fauteuil comme s'il voulait s'y asseoir; mais il sauta tout à coup en arrière en s'écriant :

— Oh ! imbécile que tu es, tu allais faire du beau ! J'étais pris dans mon propre piège; et si le signor avait oublié ce soir de venir ici, j'aurais bien pu rester pincé jusqu'à demain dans ce traitre fauteuil. ... Mais, est-ce que je n'entend rien ? Une clef qui grince dans la porte du jardin ? C'est le signor Turchi !

Et, s'asseyant par terra devant le

fauteuil et le dos tourné à la porte, Julio se mit à travailler en apparence avec une ardeur extraordinaire, et pour se donner encore plus un air d'indifférence, il se mit à chanter, tout en limant, le commencement d'une chanson connue :

Ah ! sans le sou, tu me fais peine, Tu troubles mon contentement; J'aimerais tant me mettre en joie, Une bourse plate s'y refuse; Et je reste assis sur mon banc, Tuant le temps comme je puis; Ah ! prenons-en notre parti ! Ne rien avoir fait beaucoup épargner !

La porte s'ouvrit, et le signor Simon Turchi apparut sur le seuil de la chambre; il resta un instant immobile et contempla silencieusement le domestique qui continuait sa chanson, comme s'il ne se fût pas aperçu de l'arrivée de son maître. Simon s'approcha lentement de son serviteur, et lui posa la main sur l'épaule; mais avant qu'il pût dire un mot, Julio tira son couteau de sa gaine, et bondissant debout, fit un geste comme s'il voulait frapper son maître.

— O cielo, à voi, signor ? Est-ce vous, signor ? s'écria Julio. ... Vous vous glissez à travers le jardin comme un voleur de nuit. Il fait presque obscur; un malheur pourrait arriver ainsi. ...

— Cesse cette stupide plaisanterie, Julio. On ne tue pas un homme sans reconnaître d'abord à qui l'on a affaire.

— Vous croyez cela, signor ! Si cinq ou six individus venaient me surprendre, il n'en resterait pas un seul en vie !

— Tu parles comme si la vie d'un homme ne valait pas un blanc de tes yeux ? — Moins, signor : elle ne me, vaut pas un liard.